CONJONCTURE ET POLITIQUE ECONOMIQUE DEPUIS 1945

Sommaire *(Cliquer sur le titre pour accéder au paragraphe)*

****

I. Les Trente Glorieuses..... 1
II. Le retournement des tendances et les crises pétrolières. 2
III. Le tournant du début des années 80 : désinflation et libéralisation..... 4
IV. De nouveaux choix discutés. 6
Des interrogations pour l'avenir 8

****

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, les économies industrialisées vont connaître un quart de siècle de relative stabilité, ternie par des conflits coloniaux et des interventions extérieures liées à une opposition frontale entre un bloc « de l'Ouest » défendant l'économie dite de marché et regroupant, autour des Etats-Unis et du pacte de l'OTAN, la plupart des nations européennes en reconstruction, et un bloc soviétique affirmant une volonté de planifier la production et les échanges. Durant cette relative stabilité dans la guerre froide, la conjoncture (terme relativement vague utilisé pour faire référence aux niveaux d'activité et plus précisément aux taux de croissance) des pays industrialisés a été telle que plusieurs périodes semblent pouvoir être caractérisées.

Presque trois décennies d'une croissance que l'on juge à présent exceptionnelle auront succédé à la guerre avant que les chocs pétroliers, en provoquant une crise inflationniste et génératrice de chômage pour la plupart des économies industrialisées, n'installent ces économies sur des sentiers de croissance plutôt chaotiques et relativement atones.

I. Les Trente Glorieuses.

La période 1945-1968, généralement décrite par l'expression de Jean Fourastié, « les Trente Glorieuses » est une période durant laquelle les taux de croissance de la plupart des pays industrialisés (Royaume-Uni excepté) a été exceptionnelle, au sens où un tel rythme de croissance ne semble pas avoir été constaté auparavant et au sens où l'espérer et le prévoir aurait sans doute été tenu pour utopique. A ce rythme de croissance est associé une inflation faible, bien que diversement partagée par les nations (les taux d'inflation ont pu varier du simple au double d'une nation à l'autre).

La première grande politique pouvant être qualifiée de keynésienne anticipe en fait la publication de la Théorie Générale de Keynes. Le New Deal souhaité par T. Roosevelt vise en effet à la mise en place d'une nouvelle organisation sociale concernant les contrats de travail, la couverture sociale, ainsi qu'à un redéfinition du rôle de l'Etat. Celui-ci voit son rôle étendu par une intervention croissante dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports... qui donne lieu à des déficits publics « non guerriers ». Sans être véritablement keynésienne, la politique économique des Etats-Unis

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 5 pages.

Economie

CONJONCTURE ET POLITIQUE ECONOMIQUE
DEPUIS 1945

dans les années cinquante, avec un pouvoir républicain, est attentive à la conjoncture, contra-cyclique (« stop & go »), elle le devient explicitement, à l'image de celle qu'a menée Roosevelt, à partir de 1963, sous l'égide de John. F. Kennedy puis de Lyndon Johnson et coïncide avec une période de croissance relativement forte (3,5% en moyenne), un chômage en baisse et une inflation faible.

La France connaît durant les Trente Glorieuses des taux de croissance élevés (5%) non inflationnistes et exigeants en importations (problème de compétitivité). Cela ne suffit pas à remettre en question des politiques elles-aussi interventionnistes et d'inspiration keynésienne, sauf durant l'intermède du plan Pinay de stabilisation des prix en 1952. La croissance en Allemagne est d'environ 6% en moyenne sans générer une inflation qui serait susceptible d'inquiéter un peuple toujours attentif à l'évolution des prix depuis 1923.

Durant cette période 1945-1968, qui apparaît *a posteriori* exceptionnelle à plus d'un titre avec une croissance annuelle mondiale à 5% (qui double la richesse tous les 15 ans), des taux de chômage relativement faibles (2 à 3%) généralement associés au chômage dit volontaire ou frictionnel, et une inflation contenue, entre 3 et 5%, l'application des préceptes keynésiens n'aura pas seulement été nationale, elle aura été menée sur un plan mondial avec le plan Marshall visant à la reconstruction d'une Europe en ruines. Les politiques menées expliquent-elles les Trente Glorieuses ou leur réussite tient-elle aux circonstances particulières d'après-guerre imposant la reconstruction et donc des dépenses actives ? Les avis ont tout lieu de s'opposer sur la question et il s'avère difficile de trancher. Les politiques keynésiennes ont peut-être bénéficié des circonstances mais elles ont en tout cas semblé appropriées dans ces circonstances pour assurer trente années de croissance.

II. Le retournement des tendances et les crises pétrolières.

Si l'année 1968 ne sonne pas forcément le glas des Trente Glorieuses, elle marque le point de départ des premières manifestations d'une crise. Le premier signe est l'éclatement du SMI, c'est-à-dire l'enterrement du système de Bretton Woods, en raison de politiques nationales qui commencent à se heurter à la « contrainte extérieure » et donc au problème de la dévaluation, (cf. *dossier 10*) en France et dans les PVD, mais surtout aux Etats-Unis. Le déficit de la balance des paiements américain devenant considérable (solde commercial très fortement négatif et investissements à l'étranger) est à l'origine de l'accroissement des eurodollars en circulation et de l'inconvertibilité du dollar en or décrétée par Nixon le 15 août 1971. A partir de cette date, les taux de change entre monnaies nationales « flottent » et laissent présager une complexification des relations commerciales et financières internationales, du point de vue des équilibres extérieurs (conséquences immédiates) comme du point de vue des politiques nationales qui pourront dès lors être menées. Aux règles relativement stables se substituent des règles informelles qui vont nécessiter l'adoption par les nations de « stratégies du change ».

Ces stratégies s'avèrent d'autant plus complexes que la hausse des prix s'est accélérée à partir de 1968, les coûts s'élevant notamment dans le secteur industriel qui avait auparavant joué un rôle plutôt modérateur. A ceci s'ajoute un ralentissement apparent de la productivité dans la plupart des nations, explicable par trois facteurs

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

principaux. 1968 a mis au jour de nouvelles aspirations vis-à-vis du travail tandis que de nouvelles inquiétudes apparaissent vis-à-vis de la croissance elle-même, notamment sous l'impulsion du Club de Rome qui observe l'épuisement des ressources et les problèmes de santé publique que la croissance implique. Ces phénomènes expliquent que soit constatée une baisse de la productivité du travail ainsi qu'une baisse du taux d'utilisation du capital, la productivité du capital utilisé restant constante.

Signes annonciateurs de crise ou difficultés passagères dues au fait qu'un quart de siècle d'expansion ne saurait s'étendre sans générer quelques difficultés ? Là encore, il est difficile de trancher et presque inutile puisque surviennent des chocs « exogènes », qui remettent en question toute perspective de poursuite ou de reprise de la croissance des années fastes.

Les chocs pétroliers vont à nouveau révéler soudainement en quoi la conjoncture mondiale peut être dépendante de considérations géopolitiques mais aussi en quoi il apparaît dès lors légitime de parler d'économie-monde : l'internationalisation et l'interpénétration des économies, industrialisées ou en voie de développement, rend leurs conjonctures véritablement interdépendantes. La guerre israélo-arabe de 1973 provoque un premier choc pétrolier, le prix du baril s'élevant de 3 à 15 dollars avant que la crise iranienne en 1979 (révolution et renversement du chah remplacé par des dirigeants islamistes, les ayatollahs avec Khomeyni à leur tête) ne provoque un second choc, élevant le prix du baril de 13 dollars à 34 dollars en 1980. La multiplication du prix d'un bien indispensable aux modes de vies des pays développés et faiblement substituable (auquel on peut difficilement et rapidement substituer un autre bien) aura eu, malgré les efforts menés pour trouver des énergies de substitution, pour développer de nouveaux forages (mer du Nord notamment), et malgré le contre-choc qui s'ensuivra, des conséquences inévitables pour les pays industrialisés.

Les effets sur la croissance et l'emploi sont indiscutables et immédiats, et le constat des variations plus évocateur que celui des disparités : l'inflation est multipliée par 3 entre 1971 et 1980 (par 2 au Japon) avant d'être diminuée d'un tiers environ, le taux de chômage à 2, 3 % dans les années (Italie, Etats-Unis 5%), s'élève à 5-7% fin des années soixante-dix, à 10% dans les années quatre-vingt, même si l'on constate plus de disparités pour les conséquences mécaniques sur le taux de chômage en fonction des caractéristiques du marché et du droit du travail, des conditions de flexibilité nationales.
Face à cette situation, les tentatives de relance achoppent. En Allemagne, la relance du chancelier Helmut Schmidt par le déficit budgétaire de 1975 ne suffit pas à éviter la récession et celle de 1978, qui fait suite à la décision coordonnée de faire jouer le rôle de locomotives (plus exactement de « remorqueurs » ou de « dépanneurs ») de l'économie mondiale à l'Allemagne et au Japon, est rapidement interrompue car inflationniste. Les tentatives entreprises par le premier ministre J. Chirac en 1975-76 provoquent quant à elles un accroissement du déficit commercial avant que le franc ne soit contrainte de « sortir » du Système monétaire européen. Celles menées par le gouvernement de P. Mauroy en 1981 se heurtent elles-aussi au problème de la contrainte extérieure. La politique socialiste française, volontariste et keynésienne, d'investissement public, d'accroissement du salaire minimum (SMIG puis SMIC) de 10% et d'augmentation des impôts afin de financer le déficit bute sur un solde des échanges qui s'élève de 33% en 2 ans, passant de 60 milliards à 93 milliards de francs, et sur des dévaluations induites, à trois reprises.

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.

Extrait gratuit de document, le document original comporte 5 pages.

Ainsi les années soixante-dix sont-elles révélatrices d'une coexistence possible de la récession, du chômage et de l'inflation en plus des déficits extérieurs. Une hausse des prix d'un produit cartellisé décidée unilatéralement, remette en question la vision d'un arbitrage possible voire souhaitable entre inflation et chômage, que la courbe de Phillips, revue par Samuelson-Solow, semblaient justifier. La réfutation de la forme de cette courbe par les monétaristes (Milton Friedman) puis la nouvelle économie classique (T. Sargeant, R. Lucas…) paraît alors pouvoir expliquer la stagflation en même temps qu'elle vise à démontrer, par le biais des anticipations adaptatives puis rationnelles, le risque de spirale inflationniste des politiques budgétaires actives et des déficits publics (cf. *dossier 11*). Ceci explique le tournant pris par les politiques économiques au début des années quatre-vingt.

III. Le tournant du début des années 80 : désinflation et libéralisation.

En 1979, à l'instigation des dirigeants des 5 pays les plus riches du monde réunis à Tokyo qui décident d'une stratégie visant à contenir l'inflation et remédier aux déficits extérieurs puis sous l'impulsion des Etats-Unis et du nouveau gouverneur de la FED, l'heure du monétarisme (cf. *dossier 12*), développé dans les années cinquante, est en quelque sorte venue. Les prescriptions de Milton Friedman sont mises en application sous l'égide du gouverneur de la Banque fédérale américaine, le Federal Reserve, Paul Volcker. Un contrôle strict de la masse monétaire est mis en œuvre et des taux d'intérêt élevés sont pratiqués. L'inflation passe effectivement de 10% à 4%. Ceci marque le point de départ de nouveaux choix de politique économique qui, s'ils ont été monétaristes de manière éphémère ont été durablement attentifs à la réduction du rôle des pouvoirs publics. Les choix sont cependant distincts selon les nations.

La nouvelle politique monétaire américaine mise en œuvre à partir de 1979 se voit accolée à une politique budgétaire tout à fait particulière à partir de 1982 avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan. Pour réaliser le projet IDS ou guerre des étoiles consistant à protéger les Etats-Unis d'une sorte de bouclier nucléaire, les dépenses militaires augmentent à un rythme sans précédent en temps de paix. Parallèlement, l'adoption par ses conseillers des préceptes de l'économie de l'offre (les impôts découragent à la fois l'appétence au travail et l'investissement des entrepreneurs) conduisent Reagan à abaisser les impôts. De la coexistence du monétarisme, de la baisse des impôts et de l'accroissement des dépenses publiques, il résulte à la fois une hausse des taux d'intérêt, une hausse du dollar et des déficits dits « jumeaux », budgétaire et de la balance des paiements. Le Japon et l'Allemagne (essentiellement), en même temps qu'ils accroissent ainsi leurs exportations et constatent des balances commerciales de plus en plus fortement excédentaires, financent, par le biais de leurs épargnants, la croissance américaine et mondiale. En contrepartie, l'Amérique est accusée de ne pas payer ses dettes en bénéficiant du statut d'émetteur de la monnaie internationale, le dollar, en même temps qu'elle « exporte » de l'inflation (la demande qu'elle adresse à l'étranger).

© EduKlub S.A.
Tous droits de l'auteur des œuvres réservés. Sauf autorisation, la reproduction ainsi que toute utilisation des œuvres autre que la consultation individuelle et privée sont interdites.